

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Au-pays-des-droits-de-l-Homme-La.html>

Au pays des droits de l'Homme

La jungle de Calais

- International - Le Livre noir du capitalisme et de l'impérialisme -

Publication date: samedi 6 février 2016

Description:

Voyons aujourd'hui un des multiples aspects de la politique de la France. Voyons, un peu plus précisément, ce qu'il se passe dans la Jungle de Calais. [...]

Ici, vivent ou plutôt survivent des femmes, parfois enceintes, des bébés, des enfants, des hommes menacés par la maladie et les épidémies. Sans eau courante, sans WC, sans électricité, sans rien d'humain. Les autorités ont bien fait des « efforts » en installant quelques containers aménagés. Bien évidemment cette solution rudimentaire est insuffisante pour répondre aux besoins du plus grand nombre de ces migrants qui se comptent par milliers dans la « Jungle » de Calais. Aux violences quotidiennes des forces de répression, à l'insécurité du jour qui se traduit par des maladies, à la faim s'ajoutent l'angoisse, celle de l'incertitude du lendemain. [...]

Abdelkader Hamidou

06.02.16

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Faisons un tour dans notre ex-« métropole ». Avant la douloureuse affaire de « La jungle », honteuse et indigne de Calais aujourd'hui, il y avait eu celle de Sangatte, une petite commune du nord de la France où étaient venu se réfugier des migrants chassés par la guerre de Bosnie et du Kosovo, guerre provoquée et déclenchée par les impérialistes après le démantèlement réussi de la Yougoslavie. Les migrants furent chassés de Sangatte. Mais sait-on que, selon l'agence Europol, 10.000 enfants ont depuis disparu lors des pérégrinations de tous les migrants ? On ignore ce qu'ils sont devenus !

Ne nous arrêtons pas à ces drames. Voyons aujourd'hui un des multiples aspects de la politique de la France. Voyons, un peu plus précisément, ce qu'il se passe dans la Jungle de Calais. La jungle, c'est le nom donné par les migrants réfugiés dans le plus grand bidonville France, l'un des puissants du monde occidental, une des plus riches aussi. Encore que le terme, « bidonville », ne soit pas la meilleure définition pour désigner ces lieux de désespérance car il peut faire illusion à qui n'est pas correctement informé.

Ici le bidonville n'est pas fait de bric et de broc associant des bouts de tôles, de planches à divers matériaux isolant plus ou moins de la pluie. **Ici, ce ne sont que de précaires et provisoires abris confectionnés le plus souvent de films plastiques trop fragiles pour résister longtemps aux intempéries, aux vents et à la pluie. Ils ne protègent en rien du froid. Les allées sont de boues et d'ordures. Ici, vivent ou plutôt survivent des femmes, parfois enceintes, des bébés, des enfants, des hommes menacés par la maladie et les épidémies. Sans eau courante, sans WC, sans électricité, sans rien d'humain. Les autorités ont bien fait des « efforts »** en installant quelques containers aménagés. Bien évidemment cette solution rudimentaire est insuffisante pour répondre aux besoins du plus grand nombre de ces migrants qui se comptent par milliers dans la « Jungle » de Calais. Aux violences quotidiennes des forces de répression, à l'insécurité du jour qui se traduit par des maladies, à la faim s'ajoutent l'angoisse, celle de l'incertitude du lendemain, leur but étant de fuir ces lieux inhospitaliers et insalubres pour trouver, espèrent-ils, une vie meilleure en Grande-Bretagne. Sans réelle perspectives d'y vivre des jours meilleurs.

Seules quelques ONG, sans moyens suffisants, manifestent leur solidarité surtout sur le plan sanitaire. La devise de la République française « *liberté, égalité, fraternité* » est, là, vide de sens. Sans parler des provocations des mouvements droitiers fascisants auxquels cèdent parfois des édiles de la région.

La France, ce pays que l'on dit celui des droits de l'Homme, avec pourtant des dirigeants socio-démocrates au pouvoir, ignore totalement ces droits et cette devise, à Calais plus qu'ailleurs. Mais ne nous étendons pas sur cette question, il y aurait tellement dire. Nous savons d'expérience ce qu'il en a été durant plus d'un siècle dans notre pays de ces fameux droits y compris avec des pouvoirs « socialistes ». On les proclame sans cesse, ces droits mais on ne porte pas secours à ces émigrés au prétexte de ne pas provoquer un « *appel d'air* » selon cette formule pompeuse et trompeuse mais bien bienvenue dans le discours des démagogues qui avancent parfois comme argument que ces migrants appartiennent à une sous-couche de la société, au lumpenprolétariat. Peu de partis en font état maintenant de ces principes devenus trop gênants pour eux et la notion de solidarité n'a plus aucun sens.

A une certaine époque, nous aurions assisté à de grandes manifestations de solidarité, à la constitution de nombreux comités de soutien, de protestation de personnes indignées contre cet état de chose. Mais Il semble que ces temps sont révolus. Peut-être voyons-nous quelques fois des petits gestes de « bonté », mais ils procèdent plus de la charité que d'une véritable solidarité. Rappelons simplement que cela n'est pas nouveau, nos émigrés ont connu un sort analogue dans les bidonvilles de Nanterre et d'autres lieux. Sort que connurent également les immigrés portugais et d'autres origines.

Les années, les décennies passent mais le capitalisme reste le capitalisme dans toute son horreur. Il n'y a rien à en

attendre, c'est dans sa nature ! Seule solution : s'en débarrasser pour aller mieux dans tous les domaines et tous les pays !

.

Abdelkader Hamidou

06.02.16